

**GRAND DEBAT**  
**23 FEVRIER 2019**  
**Salle de la Grand Font à Joyeuse**

**FISCALITE / DEPENSES PUBLIQUES**

- Lutter contre les paradis fiscaux
- Harmoniser la fiscalité dans l'Union Européenne
- Lever le secret bancaire notamment dans les pays européens
- Limiter les cadeaux fiscaux aux entreprises et aux grandes fortunes
- Lutter contre l'évasion fiscale
- La suppression de l'ISF a entraîné une perte importante de revenus pour l'Etat, sans obligation pour les assujettis de réinvestir en France le gain engrangé. Il est demandé un chiffrage précis des pertes d'impôts par rapport aux gains supposés : cela fait-il revenir des contribuables aisés en France, l'ISI n'a pas compensé les pertes...
- Supprimer les niches fiscales
- Supprimer la TVA sur les produits de 1ere nécessité
- Contrôler la baisse de la TVA des produits de 1ere nécessité et les marges par des organismes indépendants
- Supprimer les dispositions d'écologie punitive
- Les grands patrons rémunérés en France doivent payer leurs impôts en France.
- Rétablir l'impôt dès le premier euro gagné
- Maintenir la justice fiscale et sociale
- Mettre en place des obligations de réinvestissement en France des baisses de charges ou d'impôts consentis aux plus riches et aux grandes entreprises
- Obligation aux Français de l'Etranger de payer des impôts en France
- Taxer les multinationales sur le chiffre d'affaires et les revenus réalisés en France
- Remettre à plat le système fiscal français
- Avoir une vraie transparence dans l'utilisation des impôts dans la dépense publique
- Rétablir l'ISF
- Redonner du sens à l'impôt
- Mettre en place une force de frappe anti lobbying à l'échelon européen et français
- Lutter efficacement contre la fraude fiscale, sociale
- Taxer toutes les transactions boursières
- Lutter contre l'évasion fiscale

**23 FEVRIER 2019**  
**Salle de la Grand Font à Joyeuse**

**DEMOCRATIE ET CITOYENNETE**

- Instituer une assemblée citoyenne au côté des Elus locaux à l'image du conseil économique et social (Région), cela n'existe plus depuis la suppression des Pays décidée par la Région Auvergne Rhône Alpes. Les Conseils locaux de développement y apportaient l'expression citoyenne sur les thématiques et les projets mis en œuvre.
- Donner à ces assemblées citoyennes le pouvoir de participer à l'élaboration des politiques publiques locales et à leur évaluation permanente.
- Remettre le citoyen au cœur de la démocratie. Il peut être acteur de discussion et aussi un contre-pouvoir.
- Réduire le nombre de sénateurs et de députés serait un risque de perte de représentation des territoires ruraux.
- Rendre le vote obligatoire pour légitimer les élus, ce qui obligerait les partis politiques et le gouvernement à plus de prise en compte des attentes de la population
- Elire au suffrage universel direct les conseillers communautaires
- Prise en compte des votes blancs
- Invalider toute élection acquise avec des votes blancs supérieurs à 50%
- Saluer l'engagement des conseillers municipaux qui représentent la majorité des élus qui donnent bénévolement de leur vie pour la population, notamment dans les territoires ruraux. Ils assurent une vraie proximité et un lien social indéniable.
- Remettre en place une part de proportionnelle permettant une vraie représentation de la diversité de la population et de ses attentes
- Renforcer le système judiciaire pour pouvoir contrôler l'application des décisions
- Interdire aux élus condamnés d'avoir une fonction au niveau de l'Etat et des collectivités locales
- Rendre obligatoire pour les communes et Communauté, la présentation en réunion publique des budgets à voter
- Obliger une parité pour que les jeunes soient intégrés dans les listes aux élections municipales, au même titre que la parité féminine.
- Réduction des budgets pour les anciens Présidents de la République
- Instaurer le vote obligatoire
- Réduire le train de vie de l'État
- Lutter contre les fausses informations et les rumeurs
- Réduire des avantages des élus (parlementaires) pour faire des économies au budget de l'Etat
- Permettre des RIC délibératifs
- Arrêter le « Casse » des élus locaux
- Décentraliser le Sénat en Région
- Développer les Liens entre citoyens et élus pour faire vivre la démocratie locale

**GRAND DEBAT**  
**23 FEVRIER 2019**  
**Salle de la Grand Font à Joyeuse**

**ORGANISATION ETAT SERVICES PUBLICS**

- Ouvrir les services publics le samedi matin
- Créer un service public d'accès à la santé géré par les collectivités territoriales. Actuellement la désertification médicale et le manque d'organisation locale contribuent largement à l'inaccessibilité des soins.
- Recruter des médecins par les collectivités.
- Les services de l'Etat ont été tellement réduits qu'actuellement ils n'apparaissent que pour faire preuve « d'autorité » au lieu « d'accompagner »
- Les services publics délégués à des privés doivent faire l'objet de « contrats d'objectifs et de moyens » pour s'assurer du service rendu
- Mettre en place une réelle procédure d'évaluation des Délégations de Services Publics
- Maintenir les dotations aux collectivités locales, La baisse des dotations des collectivités locales ne permet pas à celles-ci de pallier le désengagement de l'Etat
- Maintenir les hôpitaux locaux
- Maintenir la qualité des services publics
- Renforcer les moyens humains dans les services publics
- Palier aux difficultés de la dématérialisation des services publics
- Financer les transports publics (en les rendant gratuits) via un prélèvement sur le chiffre d'affaires des sociétés d'autoroutes
- Stopper la vente des biens nationaux (Française des Jeux, barrages, aéroports, etc...)
- Anticiper efficacement le coût de la dépendance des personnes âgées pour les prochaines décennies
- Le tout numérique supprime des emplois et de l'accessibilité aux services. Comment redonner de la proximité à l'administration
- Renforcer les moyens de la justice et rapprocher les tribunaux et les services des justiciables
- Mettre en place un réel service public de l'information indépendant du pouvoir et des lobbies
- Mettre en place une taxation qui doit servir d'amortisseur social aux pertes d'emploi dans les entreprises ayant massivement recours à la robotisation
- Faire obligatoirement rendre compte les élus locaux de la réalisation du programme pour lequel ils ont été élus
- Interdire le recours aux ordonnances pour le votes des budgets des services publics. L'exercice du pouvoir par ordonnance est contraire à l'esprit républicain démocratique
- Taxer les transactions boursières

**GRAND DEBAT**  
**23 FEVRIER 2019**  
**Salle de la Grand Font à Joyeuse**

**TRANSITION ENERGETIQUE**

- Refuser l'ouverture de l'EPR de Flamanville
- Investir dans la Recherche et Développement des filières industrielles
- Créer en France une filière de formation pour le démantèlement des centrales nucléaires, qui pourrait être une ressource économique pour l'avenir de la cohésion sociale
- Utiliser la taxe carbone uniquement pour investir dans la transition
- Dérèglement climatique : aller vers la décroissance est nécessaire
- Financer la taxe carbone par les banques et entreprises minières ou pétrolières
- Imposer aux camions étrangers une taxation pour utiliser le réseau routier français, incluant la taxe carbone (système de vignette obligatoire)
- Mettre en place au niveau européen des règles anti dumping social, avec vérification d'application
- Développer le ferroutage pour diminuer la pollution
- Revoir le fonctionnement européen dans son ensemble
- Prendre en compte le recyclage des batteries et panneaux solaires
- Imposer l'écologie et la transition comme une matière à étudier à l'école
- Instaurer un vrai débat sur l'éolien au niveau local et national
- Remettre en cause le fonctionnement économique mondial. Le libre échange entraîne une surconsommation d'énergie préjudiciable à la planète. Relocaliser les productions
- Imposer des panneaux solaires sur les toitures des grandes surfaces commerciales
- L'effondrement de la biodiversité est une bombe à retardement. Remettre en cause les fonctionnements qui entraînent cette perte de biodiversité (ex insectes, oiseaux...)
- Développer la « civilisation de l'hydrogène »
- Taxer les camions étrangers utilisant les autoroutes
- Harmoniser les politiques écologiques des pays Européens
- Engager une proche mondiale des actions contre l'effet de serre
- Limiter le tout numérique qui fait produire de la chaleur inutile et néfaste aux serveurs informatiques
- Lutter contre les effets de la chimie sur la biodiversité
- Taxer les portes-containers
- Arrêter la privatisation des barrages

**GRAND DEBAT**  
**23 FEVRIER 2019**  
**Salle de la Grand Font à Joyeuse**

**DEBAT GENERAL**

- Développer l'éducation à la lutte contre le racisme et les discriminations,
- Développer l'apprentissage du respect des autres à l'école
- Intégrer des jeunes dans les instances de décision des collectivités et des pouvoirs publics
- Proposer des temps et des espaces de débat pour et avec les jeunes au niveau local
- Soutenir les pratiques culturelles et sportives facteurs de cohésion sociale
- Développer une vraie politique culturelle à l'échelon national
- Encourager les nouvelles pratiques de construction écologiques
- Faire progresser l'Europe dans le sens de l'intérêt général et des populations
- Stopper la croissance des inégalités. L'augmentation des dividendes, de la capitalisation de l'économie est un modèle dépassé qui ne va pas dans un sens positif pour l'humanité
- Officialiser le Droit à mourir dans la dignité et sans douleur
- Renforcer les dispositifs légaux d'accompagnement à la fin de vie
- Rendre obligatoire l'acceptation des directives anticipées
- Légaliser l'euthanasie par une interruption volontaire de la vie
- Rendre obligatoire la prise en compte des expressions citoyennes du grand débat par le gouvernement en place.
- Appliquer la loi Léonetti
- Réduire le nombre de lois
- Disposer d'une offre en téléphone fixe et mobile identique entre le rural et l'urbain